2. Un marché du travail malmené

2.1. Fin de cycle pour l'emploi...

En 2024, le rythme de créations a continué de s'essouffler par rapport à 2023, 107 000 emplois ont été créés contre 255 000 un an auparavant. Cela correspond à un emploi en hausse de 0,3 % en 2024 contre 1,5 % en 2023. Pour la première fois depuis 10 ans (hors Covid), la croissance de l'emploi marque un coup d'arrêt au 4^e trimestre. Selon la [Comptabilité nationale](#)¹, 11 000 emplois ont été détruits par rapport au trimestre précédent. La baisse est principalement imputable au secteur marchand, qui détruit 30 000 emplois. Cette perte n'est que partiellement compensée par la création de 13 000 emplois nets dans le secteur non marchand.

D'un point de vue sectoriel, le recul concerne surtout les services marchands, notamment les services aux entreprises (qui incluent le travail intérimaire) historiquement forts contributeurs aux créations d'emplois, tandis que l'emploi industriel stagne. L'emploi non salarié progresse quant à lui de 6 000 au dernier trimestre, soit à un rythme plus modéré que celui observé entre 2021 et 2022 (+ 30 000 en moyenne par trimestre). Sur 10 ans, la part de l'emploi non salarié dans l'emploi total a gagné un point (atteignant 11 %), soit une hausse de 600 000 emplois.

En fin d'année 2024, le volume total d'heures travaillées (salariés et non-salariés) diminue de 0,2 % par rapport aux trois mois précédents. Il reste néanmoins supérieur de 5,6 % à sa moyenne de 2019, tandis que l'emploi dépasse son niveau d'avant-crise de 6,8 %, indiquant que la durée individuelle du travail reste toujours inférieure à son niveau d'avant-pandémie. Comme en parallèle, la valeur ajoutée de l'ensemble des branches est supérieure de 4,5 % à son niveau pré-Covid, il en résulte un recul de la productivité apparente du travail de 1,1 % sur la période.

1. Les comptes nationaux sont en moyenne trimestrielle, tandis que les autres statistiques d'emploi telles que les Estimations d'emploi, utilisées par l'Insee dans ses *Notes de conjoncture* (la dernière en date, « Désordre mondial, croissance en berne », *Note de conjoncture*, 18 mars 2025) sont des données récupérées en fin de trimestre pour les salariés et en fin d'année pour les non-salariés. Voir « [Emploi : quelle source pour quel usage ?](#) », Insee, 2021 pour plus de détails.

Le constat est similaire dans le champ salarié marchand non agricole : une baisse de 1,1 % de la productivité apparente du travail par rapport à 2019 et de 1,5 % si l'on considère la productivité par tête. Le ralentissement de la productivité observé ces dernières années ne peut être dissocié de l'essor de l'emploi des jeunes, dopé par l'apprentissage. La politique en faveur de l'apprentissage apparaît comme le principal facteur de cet affaïssement, expliquant à elle seule près d'un tiers de l'écart à la tendance passée, suivie par la politique de soutien aux entreprises (17 %) et la baisse du coût du travail principalement liée au retard d'indexation des salaires aux prix (13 %)².

En prévision, nous anticipons 245 000 destructions nettes d'emplois dans le secteur marchand entre fin 2024 et fin 2026 (tableau 7). Parmi celles-ci, 40 % seraient imputables à la réduction massive de la politique de l'emploi, tandis que la réduction des aides aux entreprises et le retour de la durée du travail à son niveau de 2019 contribueraient pour un peu moins d'un tiers au rattrapage de productivité dans le secteur marchand. Le renchérissement du coût du travail découlant du rattrapage des salaires et la hausse du chômage expliqueraient 30 % des gains de productivité attendus sur la période.

Le secteur non marchand serait également touché par la baisse des contrats aidés, avec 30 000 emplois supprimés sur deux ans. Toutefois, le secteur créerait en moyenne 2 000 emplois par trimestre sur la période. La destruction de 11 000 emplois au premier trimestre 2025 s'explique par le gel des embauches lié à la loi spéciale, gel que nous considérons comme non compensé par la suite.

L'emploi non salarié, en revanche, évoluerait à contre-courant de l'emploi salarié, avec 5 000 créations nettes par trimestre, portant sa part dans l'emploi total à 11,2 % à l'horizon de notre prévision (+1 % entre fin 2024 et fin 2026), ce qui traduirait une certaine contractilité de ce type d'emploi.

Au total, entre 2025 et 2026, l'économie française perdrait près de 200 000 emplois en deux ans. En contrepartie, la productivité par tête progresserait de 1,3 % en 2025 et 2,1 % en 2026, amorçant une fermeture partielle du cycle de productivité.

2. Pour plus de détails, voir Coquet B. et É. Heyer, 2025, « La productivité retrouve des couleurs », OFCE Policy brief, n° 142, avril.

Tableau 2.1. Évolution du marché du travail

	2024		2025				2024	2025	2026
	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Évolution en milliers									
Emploi salarié	13	-17	-30	-23	-34	-44	86	-132	-100
Marchand	-14	-30	-20	-26	-37	-47	-26	-130	-115
<i>dont politique de l'emploi</i>	-41	-4	-4	-7	-16	-25	43	-62	-40
Non marchand	27	13	-11	4	3	3	105	-1	15
<i>dont politique de l'emploi</i>	-5	-5	-3	-6	-7	-8	11	-15	-14
Emploi non salarié	6	6	5	5	5	5	20	20	20
Emploi total	19	-11	-25	-18	-29	-39	107	-111	-81
<i>dont politique de l'emploi</i>	-47	71	-10	-14	-24	-29	54	-77	-54
Évolution en %									
Emploi total	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,3	-0,4	-0,3
Population active	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4
Taux de chômage	7,4	7,3	7,5	7,6	7,7	7,9	7,4	7,7	8,3

Insee, Dares, prévision OFCE avril 2025.

LECTURE : Au 4^e trimestre 2024, 11 000 emplois ont été détruits en France, dont 30 000 dans le secteur marchand. Le taux de chômage représentait 7,3 % de la population active, en baisse par rapport au trimestre précédent du fait d'une baisse de la population active (-0,2 %).

NOTE : Les trois dernières colonnes comparent le niveau de l'emploi (en moyenne trimestrielle) du 4^e trimestre à un an d'intervalle.

2.2. ... en rupture avec la trajectoire vers le plein emploi

Fin 2024, le taux d'emploi a progressé de 0,4 point sur un an, atteignant 68,9 % de la population en âge de travailler. Dans le même temps, le taux d'activité a également augmenté de 0,2 point. Le nombre de chômeurs au sens du BIT a reculé de 71 000 personnes et la population active ayant crû de 36 000 personnes sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,2 point (tableau 2.2). Ces évolutions traduisent une amélioration globale du marché du travail sur un an.

En revanche, au quatrième trimestre 2024, des signaux ambivalents sont apparus : malgré la destruction de 11 000 emplois sur la même période, le nombre de chômeurs a diminué de 63 000, principalement en raison d'une contraction de la population active. Le taux de chômage a ainsi reculé pour atteindre 7,3 %, un niveau conforme à la moyenne observée ces quatre dernières années. Toutefois, cette évolution s'accompagne d'une baisse du taux d'activité (-0,3 point) et du taux d'emploi (-0,2 point), suggérant un retrait de certains individus du marché du travail, qui traduit potentiellement un découragement croissant³.

À l'horizon de notre prévision, la population active devrait augmenter de 212 000 personnes, principalement sous l'effet de l'évolution tendancielle de la population active (+275 000), elle-même portée par les dernières réformes des retraites et de l'assurance chômage. Toutefois, cette dynamique est freinée par une sortie nette de 64 000 personnes de la population active. En effet, une conjoncture dégradée – marquée par des destructions d'emplois et une hausse du chômage – pourrait conduire certains individus à se retirer du marché du travail ou à ne pas y participer. Ainsi, selon le tableau 2.2, 24 000 personnes deviennent inactives sous l'effet de la flexion conjoncturelle. En outre, les réductions budgétaires affectant les politiques de l'emploi, via les suppressions nettes d'emplois qu'elles entraînent, contribuent également à ce retrait : entre fin 2024 et 2026, nous estimons que 40 000 personnes sortiraient de la population active du seul fait de ces politiques.

Tableau 2.2. Évolution de l'emploi, du chômage et de la population active

	2024		2025				Évolution sur un an		
<i>En milliers, moyenne trimestrielle</i>	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2024	2025	2026
Emploi (1)	19	-11	-25	-18	-29	-39	107	-111	-81
Chômage (2)	40	-63	51	40	46	56	-71	193	210
Population active (1) + (2)	59	-74	25	22	17	17	36	82	130
Population active tendancielle	39	39	32	32	32	32	154	128	148
Effet de flexion conjoncturel	0	-2	-5	-5	-3	-4	1	-17	-7
Effet des politiques de l'emploi	-7	8	-2	-4	-11	-11	6	-29	-11
Résidu	27	-118	0	0	0	0	-126	0	0
Variation du taux de chômage	0,1	-0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	-0,2	0,6	0,6
Niveau du taux de chômage	7,4	7,3	7,5	7,6	7,7	7,9	7,3	7,9	-81

Insee (Enquête emploi pour le chômage, Comptes Nationaux Trimestriels pour l'emploi), Dares.

Lecture : 11 000 emplois ont été détruits et le nombre de chômeurs a reculé de 63 000 en moyenne au 4^e trimestre 2024. Au total, on recense 74 000 actifs en moins qu'au trimestre précédent. L'évolution de la population active s'explique par une augmentation tendancielle de celle-ci (+39 000), par l'effet des politiques de l'emploi (hors formation) (+8 000), par un effet de flexion (-2 000), par un résidu correspondant à l'écart entre l'évolution de la population active et les trois premiers composants de celle-ci (-118 000). La tendance de la population active est basée sur les projections de population active de 2022, y compris l'effet de la réforme des retraites 2023 et celle de l'assurance chômage de 2023.

3. Une partie de cette évolution observée s'explique par la baisse du taux d'emploi et du taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans (respectivement -0,7 point et -1,5 point entre le 3^e et le 4^e trimestre 2025). D'après l'Insee, le repli du taux d'activité provient notamment d'une hausse du halo autour du chômage, elle-même principalement portée par les jeunes encore en études.

Finalement, avec 192 000 destructions d'emploi entre fin 2024 et fin 2026 et un chômage en hausse de près de 400 000 personnes, le taux de chômage augmenterait de 0,6 point en fin d'année 2025 ainsi que fin 2026, date à laquelle il atteindrait 8,5 % de la population active.

Par ailleurs, la Loi pour le plein emploi, si elle venait à modifier le comportement des personnes interrogées par l'enquête Emploi, pourrait avoir un impact sur le nombre d'individus considérés au chômage et par conséquent sur le taux de chômage (évalué entre 0,1 et 1,1 point de population active⁴), mais nous ne l'inscrivons pas dans notre compte central.

2.3. ... marquée par le retrait du soutien public

La loi de finances initiale 2025 prévoit une baisse importante des crédits alloués aux programmes 102 et 103⁵ de la mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux ». Ceux-ci diminuent de 17 % entre 2024 et 2025, soit une économie budgétaire *ex ante* de 3,7 milliards d'euros. Plus précisément, le montant des crédits d'intervention dédiés aux dispositifs d'insertion dans l'emploi baisse d'un milliard d'euros, ce que nous retenons pour notre prévision (tableau 2.3)⁶.

Parmi les principales mesures figurent des coupes dans l'enveloppe dédiée aux dispositifs d'insertion en emploi, entièrement contrôlés par l'État autant en termes de volumes que de modalités d'attribution (durée, taux de subventions, etc.)^{7,8} : parcours emploi compétences (PEC), contrats uniques d'insertion (CUI-CIE) et les emplois francs.

L'année 2025 marque la suppression des emplois francs. Une étude de la Dares⁹ avait mis en évidence un fort effet d'aubaine (77 %) pour ce dispositif, contre un effet emploi très limité (5 %). En supposant une

4. Voir Dauvin M., 2025, « Quel effet pourrait-on attendre de la réforme du RSA sur le taux de chômage en 2025 ? », *OFCE Le blog*, 11 février.

5. Ils correspondent respectivement aux programmes « Accès et retour à l'emploi » d'une part, et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » d'autre part.

6. En l'absence d'éléments pour 2026, nous prolongeons par défaut les dynamiques prévues pour 2025, sauf mention spécifique.

7. Dans la loi de finances initiale (LFI) 2025, cela représente un peu plus de plus de 600 millions d'euros d'autorisations d'engagement en moins en 2025 par rapport à 2024.

8. Ce sont des dispositifs que l'on nomme « À guichet fermé ».

9. Voir « Les emplois francs incitent-ils à embaucher des personnes résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ? », *Dares Analyses*, n° 52, septembre 2023. Un effet d'aubaine permet de répondre à la question suivante : « Combien de personnes auriez-vous embauché sans l'existence du dispositif X ? » Un effet d'aubaine de 77 % indique que dans 77 % des cas, l'embauche aurait été conclue avec la même personne, même sans dispositif.

durée moyenne de contrat de deux ans, le nombre de bénéficiaires (47 000 fin juillet 2024) devrait chuter rapidement en 2025, pour atteindre 19 000 au quatrième trimestre, avant de quasiment disparaître fin 2026.

Concernant les contrats CUI-CIE (contrats uniques d'insertion – contrats d'initiative emploi), les autorisations d'engagement sont supprimées (-99 %), et les crédits de paiement sont exclusivement destinés à financer les 5 000 bénéficiaires encore en poste fin 2024. Nous retenons ainsi un nombre nul de nouveaux bénéficiaires à compter du 4^e trimestre 2025.

L'enveloppe dédiée aux PEC diminue elle aussi fortement : les autorisations d'engagement reculent de 77 %, et les crédits de paiement de 55 %. En supposant que les paramètres du dispositif restent inchangés par rapport à la circulaire 2024, cela impliquerait 40 000 bénéficiaires en moins fin 2025 par rapport à fin 2024. Faute d'informations précises pour 2026, nous postulons une baisse plus progressive, de l'ordre de 1 000 bénéficiaires par mois en 2026.

Au total, le nombre de bénéficiaires des dispositifs d'insertion à destination des publics en difficulté reculerait de 74 000 en 2025, puis de 20 000 en 2026. Cela se traduirait par la destruction de 27 000 emplois en 2025 et de 5 000 en 2026 (tableau 2.3).

Tableau 2.3. Emplois aidés 2024-2026 : bénéficiaires, variations des bénéficiaires, effets emploi au T4

En milliers	Nombre de bénéficiaires			Variations des effectifs			Effets sur l'emploi		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2023	2024	2025
Contrat initiative emploi	5	0	0	-12	-5	0	-1	-1	0
Emplois francs	47	19	1	-2	-28	-18	0	-6	-4
Parcours emploi compétences	44	4	1	-5	-40	-2	-2	-20	-1
Structures d'IAE*	142	155	155	50	13	0	31	14	0
Aide créateurs d'entreprise	323	325	329	96	2	4	24	1	1
Contrat d'apprentissage	1 035	975	916	26	-60	-59	16	-36	-36
Contrat professionnalisation	73	25	2	-20	-48	-23	-13	-30	-14
Total	1 669	1 503	1 404	134	-166	-99	54	-77	-54

IPoEm - Dares, prévision OFCE avril 2025.

Lecture : Au dernier trimestre 2024, plus d'un million de contrats d'apprentissage étaient en cours, soit 26 000 de plus qu'un an auparavant. Avec un effet emploi moyen de 60 %, cela correspond à 16 000 créations nettes d'emploi.

Note : Le nombre de bénéficiaires pour chaque année correspond à la moyenne du 4^e trimestre et la variation des effectifs est exprimée sur un an. L'effet emploi mesure les emplois créés (ou détruits) qui ne l'auraient pas été sans (ou avec).

* Insertion par l'activité économique.

L'insertion par l'activité économique (IAE) voit son budget augmenter de près de 22 %, soit un supplément de 300 millions d'euros. Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) représentent un peu moins de la moitié de l'IAE mais reste le dispositif principal de l'IAE. L'aide unitaire étant fixée à **21 850 € depuis 2022**, les 251 millions d'euros d'autorisations d'engagement supplémentaires permettent d'anticiper une hausse potentielle d'environ 11 400 emplois financés en 2025. En tenant compte d'un effet emploi de 110 %¹⁰, cela se traduirait par une augmentation du nombre de bénéficiaires de 13 000 entre fin 2024 et fin 2025. Pour 2026, nous retenons un effet neutre de la politique de l'emploi sur ces dispositifs. Nous supposons également que la part des bénéficiaires des autres formes d'IAE¹¹ reste stable entre 2024 et 2026.

En 2024, les entrées en contrats d'apprentissage ont progressé de 3,2 % avec une dynamique marquée en **décembre 2024** (+7 000 entrées en glissement annuel, atteignant un million de bénéficiaires)¹². Le bleu budgétaire anticipe une **baisse des entrées de 5,7 % entre 2024 et 2025**. En prenant en compte une **durée moyenne de contrat de 13,6 mois pour ceux signés en 2024**, et en indiquant une dynamique semblable en 2026 à celle inscrite en 2025, nous prévoyons une baisse du nombre de bénéficiaires de 120 000 cumulés sur 2025 et 2026, soit une destruction de 72 000 emplois sur la période¹³.

L'aide à l'embauche pour les contrats de professionnalisation est quant à elle supprimée à partir de 2025. On estime que cela entraînerait une chute des effectifs de deux tiers dès 2025 : 25 000 bénéficiaires fin 2025, puis 2 000 fin 2026. Enfin, nous postulons que le nombre de bénéficiaires de l'aide à la création d'entreprise évolue de manière proportionnelle à la valeur ajoutée marchande.

Au total, les restrictions budgétaires de la mission Travail et emploi entraîneraient la destruction nette de 77 000 emplois sur un an en 2025 puis de 54 000 en 2026, sous réserves des mesures qui seront arrêtées à l'automne 2025 dans le cadre du PLF 2026.

10. Cet effet supérieur à 100 traduit que l'aide « finance environ 110 % du salaire, [ce qui] suppose qu'elle permet de créer non seulement l'emploi d'insertion, mais aussi une partie du poste d'accompagnement dédié dans les structures d'insertion ». Voir, « **Les contrats aidés : quels objectifs, quel bilan ?** », *Dares Analyses*, n° 021, mars 2017).

11. Les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les entreprises de travail temporaire d'insertion, les entreprises d'insertion par le travail indépendant.

12. Il est difficile d'y distinguer le dynamisme intrinsèque du dispositif de l'anticipation de l'arrêt des aides.

13. Notre prévision ne tient pas compte de la baisse de la prime à l'embauche.